



Institut pour une Dynamique de Dialogue Interculturel asbl

LA NOUVELLE ÉTHIQUE MONDIALE : défis pour l'Église

Marguerite A. Peeters

LA NOUVELLE
ÉTHIQUE MONDIALE :
défis pour l'Église

Résumé

L'objectif de cette brochure est de nous introduire aux enjeux de la nouvelle éthique qui s'est imposée mondialement depuis la fin de la guerre froide, et d'encourager les chrétiens au *discernement*. Une *révolution culturelle mondiale* s'est produite directement après la chute du mur de Berlin de 1989 : un nouveau langage, de nouveaux paradigmes, normes, valeurs, styles de vie, méthodes éducatives et processus de gouvernance, appartenant à une éthique nouvelle – à la fois *postmoderne* et, dans ses aspects radicaux, *post-judéo-chrétienne* – se sont imposés avec un succès foudroyant partout dans le monde.

La nouvelle éthique se veut *mondialement normative* : dans la pratique, elle gouverne déjà. La majorité d'intellectuels et de décideurs ont suivi les nouvelles normes et valeurs sans prendre le temps d'en étudier avec soin la provenance et les implications, tandis qu'une infime minorité a été réactionnaire. Le discernement nécessaire n'a été fait ni par les uns, ni par les autres.

Le contenu de la nouvelle culture ne va pas de soi. Se présentant comme « douce » et « consensuelle », elle provient en réalité largement de l'apostasie occidentale et cache un agenda antichrétien. Nombre de chrétiens confondent déjà doctrine sociale de l'Eglise et paradigmes de la nouvelle culture. Le danger d'alignement des chrétiens est particulièrement réel dans les pays en voie de développement subissant aujourd'hui de plein fouet les effets de la mondialisation. Par ailleurs, les chrétiens ne peuvent douter de la conduite providentielle des événements du monde. Ils sont appelés à discerner les signes de l'action du Saint Esprit dans la nouvelle culture et à l'évangéliser.

L'ignorance des enjeux véritables, tant sociopolitiques et culturels qu'anthropologiques et théologiques, est abyssale. Or l'ignorance est toujours mauvaise conseillère. Les chrétiens sont appelés à prendre leurs responsabilités. Le discernement ne peut se faire sans étude sérieuse du contenu et du processus de la révolution culturelle. Nous espérons que cette brochure rende plus évidente la nécessité critique d'un tel travail, qui appartient à la mission d'évangélisation de l'Eglise.

LA NOUVELLE ÉTHIQUE MONDIALE

Une révolution culturelle mondiale

Depuis la fin de la guerre froide, des centaines de nouveaux concepts se sont répandus comme une traînée de poudre jusqu'aux confins les plus reculés du monde, s'exprimant à travers un nouveau langage. Citons-en, pêle-mêle, quelques exemples :

mondialisation à visage humain, citoyenneté mondiale, développement durable, bonne gouvernance, éthique mondiale, diversité culturelle, liberté culturelle, dialogue entre les civilisations, qualité de la vie, éducation pour tous, éducation de qualité, éducation aux compétences pour bien vivre, éducation par les « pairs », éducation à la paix, choix informé, consentement informé, accès universel aux choix, « gender », parité, égalité des chances, principe d'équité, autonomisation (des femmes, des enfants), homoparentalité, homophobie, orientation sexuelle, styles de vie, intégrité corporelle, avortement « sans risques », approche des droits, droit de choisir, droits sexuels et reproductifs, droits des femmes, droits des enfants, droits des générations futures, organisations non-gouvernementales (ONGs), société civile, partenariats, transparence, participation de la base, démocratie participative, réseaux transnationaux, holisme, construction de consensus, facilitation, approche inclusive, campagnes de sensibilisation, clarification des valeurs, « gagnant-gagnant », agents de transformation sociale, meilleures pratiques, parlement des jeunes, internalisation, appropriation, responsabilité sociale des entreprises, commerce équitable, sécurité humaine, principe de précaution, prévention...

Plus personne ne peut nier la prédominance de ces concepts dans la culture contemporaine, dont la caractéristique la plus évidente est d'être *mondiale*.

Dans son ensemble, cet apparent fatras de mots et de concepts ne peut être ni condamné, ni corroboré. Des valeurs et aspirations humaines authentiques s'y entremêlent aux fruits amers de l'apostasie occidentale, qui ont vicié de l'intérieur le processus de mondialisation.

Le nouveau langage mondial tend néanmoins à exclure des mots appartenant spécifiquement à la tradition judéo-chrétienne, tels que :

vérité, morale, conscience, raison, cœur, volonté, parents, époux, mari, femme, mère, père, fils, fille, virginité, chasteté, complémentarité, service, autorité, hiérarchie, justice, loi, commandement, dogme, foi, charité, espérance, souffrance, péché, ami, ennemi, nature, représentation (démocratique)...

Jacques Derrida, maître de la déconstruction postmoderne, n'a-t-il pas suggéré, peu de temps avant sa mort en 2004, dans un article paru dans *Le Monde*, d'éliminer le mot « mariage » du code civil français pour résoudre le problème du statut juridique des couples homosexuels ? L'exclusion de certains mots est un facteur important à prendre en compte dans l'analyse.

Un certain nombre de nouveaux concepts s'est transformé en *paradigmes mondiaux*. L'on est ainsi passé d'une génération spontanée de concepts à un *processus normatif*, à travers lequel les minorités au pouvoir de la gouvernance mondiale ont réussi à imposer à tous leur interprétation idéologique des nouveaux concepts : le processus normatif s'est accompagné d'un processus de *radicalisation idéologique*. Parler publiquement de l'homosexualité comme d'un péché, par exemple, revient désormais à violer une norme suprême de la nouvelle culture : le *droit de choisir* absolutisé ou principe de *non-discrimination*.

Les nouveaux concepts reflètent de dramatiques changements culturels marquant le passage de la civilisation occidentale de la *modernité* à la *postmodernité* - des paradigmes modernes aux paradigmes postmodernes, à savoir :

du développement comme *croissance* au développement *durable* ; du *gouvernement* à la *gouvernance* ; de la démocratie *représentative* à la démocratie *participative* ; de l'*autorité* à l'*autonomie* et aux *droits de l'individu* ; des *hiérarchies* à l'*égalité* ; de l'*époux* aux *partenaires* ; du *bonheur* à la *qualité de la vie* ; du *donné* au *construit* ; de la famille à la famille *sous toutes ses formes* ; des *parents* aux *reproducteurs* ; de la *connaissance* aux *compétences* ; de la *croissance* à l'*équilibre* ; de la vie *humaine* à la vie *sous toutes ses formes* ; des *besoins matériels objectifs et mesurables* à l'*approche arbitraire des droits* ; de la *charité* aux *droits* ; de la *souffrance dans la dignité* au *droit de mourir* ; de l'*identité culturelle* à la *diversité culturelle* ; de la sécurité *internationale* à la sécurité *humaine* ; de l'*approche sectorielle* à l'*approche holistique* ; du *vote* à la *majorité* au *consensus* ; du *dogme* à la *liberté d'interprétation* ; de l'*international* au *mondial* ; des *valeurs universelles* à l'*éthique mondiale*, et ainsi de suite.

Les changements culturels survenus depuis la fin de la guerre froide ont l'ampleur d'une *révolution culturelle mondiale*. Leurs implications pour la vie sociopolitique et pour la transmission de la foi chrétienne sont extrêmement complexes et doivent être étudiées une à une avec le plus grand soin.

Les nouvelles normes constituent non seulement un nouveau *cadre conceptuel* mondialement adopté, mais elles ont été des *principes d'action dynamiques*, ayant déjà mené à des transformations concrètes et irréversibles dans tous les secteurs de la vie sociale et politique. Ces transformations nous affectent tous, directement, là où nous sommes, dans notre vie quotidienne, surtout dans les domaines les plus importants pour la moralité personnelle et sociale, tels que l'éducation et la santé : nouvelles lois et politiques, changements radicaux de mentalité et de styles de vie, codes de conduite pour les institutions et entreprises, transformation du contenu des manuels et curricula scolaires, nouvelles normes et méthodes décisionnelles en politique, en soins de santé et dans les systèmes éducatifs, nouvelles priorités stratégiques pour la coopération internationale, approche radicalement nouvelle du développement, transformation fondamentale des principes et mécanismes de la démocratie — nouvel ethos social s'imposant à nous.

L'efficacité de la révolution a été telle qu'elle a rendu les nouvelles normes omniprésentes. Celles-ci *imbibent* la culture des organisations internationales, supranationales et régionales, la culture des gouvernements et des ministères, la culture des partis politiques (aussi bien de gauche que de droite) et des autorités locales, la culture des entreprises, la culture des systèmes éducatifs et sanitaires, la culture des media, la culture d'innombrables réseaux d'ONGs et de gouvernance transnationale. Le nouveau langage a également pénétré dans le discours des grandes religions du monde - et bon nombre d'ONGs et organisations caritatives chrétiennes n'ont pas résisté à son emprise, sans toujours se soucier des conséquences possibles d'un tel alignement pour la foi.

Partout dans le monde, les sociétés et les nations vivent désormais dans une culture gouvernée par les valeurs de « durabilité », de « consensus », de « libre choix », d'« équité des sexes », de « diversité », de « holisme », de « participation de la base » et ainsi de suite. Pour le meilleur ou pour le pire, qu'on en soit conscient ou non, la culture mondiale nous éduque tous. Or, répétons-le, le contenu de cette culture, extérieurement séduisante, semblant correspondre à *l'air du temps*, ne va pas de soi. Il n'est *pas neutre* - la neutralité étant d'ailleurs un mythe auquel personne n'a jamais vraiment cru.

Les nouvelles valeurs sont *ambivalentes*, permettant la coexistence malsaine de la possibilité d'un consensus authentique avec un agenda radical. Ambivalence n'est pas synonyme, comme on tend trop souvent à le croire, de *tolérance* et de *choix*. L'ambivalence est un processus de déconstruction de la réalité et de la vérité, qui mène à l'exercice arbitraire du pouvoir et à l'intolérance - à l'imposition de l'agenda des minorités manipulatrices aux majorités inconscientes. Le paradoxe de la postmodernité est de chercher, d'une part, à déconstruire le pouvoir tel qu'il était exercé sous la modernité, et d'autre part à l'imposer d'une manière nouvelle et très réelle, bien que subtile.

Intégré dans une *culture*, les nouveaux concepts ne sont pas un « bric-à-brac ». La nouvelle culture est dans une dynamique qui obéit à sa propre logique interne. Les nouveaux concepts sont interactifs, interdépendants, indivisibles. Ils se renforcent mutuellement. Ils appartiennent à un *système*, à un *tout*, dans lequel tout est dans tout. Par exemple, selon le nouveau système, la *bonne gouvernance*, qui présuppose, entre autres, la *construction d'un consensus* et la *participation de la « base »* (des ONGs), est le chemin

à emprunter pour appliquer le *développement durable*, qui passe par l'égalité des sexes, dont l'accès universel à la santé reproductive, elle-même fondée sur le droit de choisir et l'avortement dit « sans risques », est la condition préalable. Les nouveaux paradigmes sont *holistiques* : ils s'incluent mutuellement à tel point qu'ils sont totalement inclusifs les uns des autres.

Les nouveaux paradigmes reçoivent leur configuration unificatrice d'une *nouvelle éthique*, qui est *mondiale*. L'éthique mondiale s'assied à la place des valeurs dites *universelles* sur lequel l'ordre international s'était construit en 1945, et dont on ne parle presque plus. Or l'éthique mondiale n'a ni le même point de départ, ni le même point d'arrivée que le concept traditionnel d'universalité. Elle est corrompue par un processus de radicalisation. Il est impossible de la comprendre sans la mettre en relation avec la « nouvelle théologie » qui a précédé la révolution culturelle et refoulé la transcendance de Dieu « de l'autre côté », confiant l'immanence à l'homme.

Dans l'ensemble, les nouvelles normes ne sont pas encore formellement entrées dans le droit international et ne lient donc pas encore juridiquement les états. Cependant la puissance de la révolution a été telle que la contrainte s'exerce autrement. Ce ne sont pas seulement ni d'abord les états qui sont « liés », mais, avant tout, les mentalités et les comportements à l'intérieur des cultures du monde entier.

La nouvelle éthique est un *Diktat*. Elle a déjà prouvé qu'elle était davantage capable de s'imposer et plus puissante que le droit (national et international). Dans la pratique, elle gouverne déjà les nations du monde. Quel chef d'état, en effet, a proposé, élaboré, exprimé une alternative aux nouveaux paradigmes ? Quelle organisation a osé remettre en question leurs principes sous-jacents ? Quelle culture leur a opposé une résistance efficace ? Le fait est que tous les acteurs sociaux et politiques influents, partout dans le monde, non seulement n'ont pas résisté, mais ont *internalisé* et se sont *appropriés* les nouveaux paradigmes. L'alignement a été général.

En dépit de son efficacité foudroyante, la révolution culturelle mondiale est passée largement inaperçue. Elle a été une *révolution silencieuse*. Elle s'est produite sans coulée de sang, sans confrontation ouverte, sans coup d'état et sans renversements institutionnels. Il n'y eut même pas, dans

aucun pays du monde, de débat démocratique ouvert et soutenu sur le contenu des nouveaux concepts. Sans vouloir minimiser la responsabilité de ceux qui n'ont pas pris la révolution au sérieux, ces facteurs contribuent à expliquer qu'aucune opposition ou résistance organisée ne se soit jamais manifestée. Tout s'est passé sans bruit, par voie de *consensus*, de *facilitation*, de *campagnes de sensibilisation* et de *conscientisation*, de *processus informels, parallèles et horizontaux*, d'éducation par les « pairs », de *clarification des valeurs* (les experts « clarifient » prétendument les valeurs des cultures et traditions pour y intégrer en réalité leur propre agenda), de *dialogue*, de *partenariats*, d'*ingénierie sociale*, d'*ajustement culturel* et autres *techniques « douces »* - techniques de changement social manipulatrices dans la mesure où elles cachent et visent à imposer à tous l'agenda de quelques uns.

La révolution s'est produite *au-dessus* du niveau national (à l'ONU) et *en-dessous* (au niveau de ce qu'on a appelé le « mouvement de la société civile »). Les vrais « propriétaires » de la nouvelle éthique ne sont pas les gouvernements et les citoyens qu'ils représentent, mais des groupes de pression poursuivant des intérêts particuliers qui, comme nous le verrons, se sont saisis subrepticement du pouvoir normatif mondial. Ces groupes ont été le fer de lance de la révolution, les experts qui ont forgé le nouveau langage à des fins manipulatrices, les pionniers de la nouvelle culture, les sensibilisateurs qui ont fait campagne, les constructeurs de consensus, les facilitateurs, les partenaires de base, les ingénieurs sociaux, les champions de la nouvelle éthique.

Ayant *contourné* les principes démocratiques, la révolution n'a pas bouleversé les structures externes des institutions politiques. Elle n'a pas encore changé leur mandat. Elle n'a pas encore mené à un nouveau régime politique. De radicaux changements de mentalité et de comportement se sont produits à *l'intérieur* des institutions, à *l'intérieur* des familles, des écoles, des hôpitaux, des entreprises, des cultures, des ministères, des gouvernements, des organisations religieuses - de l'Eglise. La façade institutionnelle est restée debout, mais des étrangers occupent déjà les chambres de la maison. L'ennemi est à chercher à *l'intérieur*. Le lieu du combat postmoderne est interne, ce qui explique qu'il n'ait pas encore été identifié par la majorité.

Contexte historique

Comment s'est produite la révolution culturelle ? La conjoncture historique après la chute du mur de Berlin a facilité la prise du pouvoir normatif mondial par les minorités actives au sein des organisations internationales et en particulier de l'*Organisation des Nations Unies* (ONU).

À la fin de la guerre froide, l'humanité, qui avançait très rapidement dans la mondialisation, était prête à des changements culturels historiques. Elle aspirait alors à la paix, à la liberté religieuse, à un nouveau consensus authentique, à la réconciliation entre les peuples, à un développement réel centré sur la personne, à la solidarité Nord-Sud, à la participation de la base aux prises de décision, à une vue holistique de la réalité, à une intégration consciente des préoccupations humaines et environnementales dans les politiques, à la décentralisation du pouvoir, à la subsidiarité, à la justice, à un dialogue authentique entre les cultures et les religions et à un respect mutuel. Le développement durable, l'autonomisation des femmes, la bonne gouvernance, l'éducation à la paix, le dialogue entre les civilisations et la plupart des autres paradigmes adoptés au cours des années 1990 semblaient répondre aux attentes réelles de l'humanité. Dans la réalité des faits cependant, ces nouveaux paradigmes ont été pris en otage. L'éthique mondiale, la solidarité, l'altruisme, la compassion, la participation, l'humanitaire cachent souvent un processus de déconstruction des valeurs communes à l'humanité et ne correspondent pas aux aspirations de la base.

La fin de l'antagonisme Est-Ouest a coïncidé avec une accélération très rapide de la mondialisation économique. Le pouvoir financier et économique des multinationales augmentait alors de manière exponentielle, tandis que le pouvoir des états-nations semblait en train de diminuer. L'ONU cherchait à renforcer ses institutions et à se positionner au centre stratégique de la gouvernance mondiale. Proclamant qu'elle avait reçu un *mandat éthique* et qu'elle jouissait d'une « autorité morale universelle », l'ONU se présentait comme la seule institution capable de rendre la mondialisation *humaine, éthique* et *durable*. S'accaparant le monopole de l'éthique pour l'ère de la mondialisation, elle offrit de se faire le contrepoids éthique du pouvoir économique mondial du marché. L'ONU argumentait également que les « problèmes mondiaux » requéraient non seulement des *solutions* mondiales, mais également des *valeurs* mondiales - une *éthique mondiale*, que seule l'ONU était prétendument capable de forger et de faire appliquer.

Aussitôt la guerre froide terminée, l'ONU organisa une série sans précédent de conférences intergouvernementales. L'objectif du *processus de conférences* était de construire une *nouvelle vision du monde*, un *nouvel ordre mondial*, un *nouveau consensus mondial* sur les normes, valeurs et priorités pour la communauté internationale sous l'ère nouvelle qui s'ouvrait: *éducation* (Jomtien, 1990); *enfants* (New-York, 1990); *environnement* (Rio, 1992); *droits humains* (Vienne, 1993); *population* (Le Caire, 1994); *développement social* (Copenhague, 1995); *femmes* (Pékin, 1995); *habitat* (Istanbul, 1996); et *sécurité alimentaire* (Rome, 1996). Les conférences étaient conçues comme un *continuum*, et le consensus mondial comme un « paquet » intégrant tous les nouveaux paradigmes à l'intérieur d'une nouvelle synthèse culturelle et éthique.

Il ne fallut que six ans pour que le consensus soit construit et adopté. A partir de 1996 commença la *phase d'application*, durant laquelle les agents de la révolution ont veillé jalousement à éviter tout débat qui « rouvrirait » et remettrait en cause le prétendu consensus.

La révolution de l'Internet, la croissance exponentielle de *partenariats* tous azimuts et de réseaux informels de gouvernance transnationale (regroupant des fondations multimilliardaires, des politiques de même opinion, des ONGs, des représentants du milieu de la haute finance, des entreprises, des universitaires - réseaux déjà devenus incomparablement plus puissants que la moribonde ONU), la mondialisation sous toutes

ses formes et la stratégie de régionalisation et de décentralisation de l'ONU ont contribué à faire effectivement appliquer l'*agenda mondial* au *niveau local*, en passant par les niveaux *regional* et *national*. D'ores et déjà, la révolution est achevée.

De par son mandat, l'ONU est une organisation *intergouvernementale*. Aussi le « consensus mondial » était-il censé refléter la volonté des gouvernements, eux-mêmes censés représenter la volonté du peuple. *De facto*, cependant, les normes mondiales ont été construites par des « experts » choisis en fonction de l'élan idéologique qu'ils ont donné à la révolution.

Comment cette prise de pouvoir normatif mondial par des idéologues a-t-elle pu se réaliser ? En 1989, la majorité raisonnait comme si la « fin des idéologies » avait automatiquement placé le monde dans un *état de consensus*. Selon la mentalité dominante, les problèmes de l'humanité étaient désormais uniquement de nature pragmatique : la dégradation environnementale, l'inégalité des sexes, la croissance démographique, les abus des droits de l'homme, la pauvreté croissante, le manque d'accès à la santé et à l'éducation, et ainsi de suite devenaient « les » questions au centre de la coopération internationale, et ces questions étaient prétendument « neutres ». L'ONU argumentait de surcroît que ces problèmes étaient « mondiaux » par nature. Selon le raisonnement logique qui a effectivement été suivi, les gouvernements avaient besoin avant tout d'*expertise technique* et de l'*expérience de terrain* des ONGs. L'erreur de la majorité, à cette heure cruciale pour l'humanité, a été de s'engouffrer aveuglement dans le *mythe de la neutralité de la science* sans prêter attention aux enjeux idéologiques et anthropologiques fondamentaux de ces nouvelles questions.

En réalité, la génération de Mai 1968, le puissant lobby de contrôle de la population et son industrie multimilliardaire, des ONGs éco-féministes et des groupes et universitaires de mouvance postmoderne et marqués par l'apostasie occidentale avaient occupé les postes-clefs à l'ONU et dans ses organes spécialisés depuis les années 1960s. Tandis que les gouvernements occidentaux étaient occupés à contenir la menace soviétique durant la guerre froide, une minorité d'idéologues de même opinion, travaillant au sein des bureaucraties internationales et opérant en réseaux, acquérait une expertise incontestable dans les domaines socioéconomiques adressés aux conférences. Après 1989, ils se sont

présentés comme « les » experts dont la communauté internationale avait besoin pour répondre aux nouveaux défis de l'humanité. Sans rencontrer d'opposition, ces nouveaux despotes éclairés ont exercé un leadership normatif mondial sous le couvert de leur expertise.

Le facteur politique prédominant de la révolution culturelle a été le contrôle effectif acquis par les ONGs - moteur de la révolution - et autres « acteurs non-étatiques » sur la machinerie onusienne, et par le *Secrétariat* de l'ONU sur les états-membres. L'influence des grandes ONGs sur l'orientation des politiques « mondiales » forgées après la chute du mur de Berlin a augmenté de manière exponentielle. Les ONGs ont été les partenaires primaires du *Secrétariat* et des agences de l'ONU.

L'interaction ONU-ONGs a rapidement évolué en principe - le *principe de partenariat*, qui fut l'un des grands thèmes du Sommet d'Istanbul de 1996. Ce principe stipule qu'acteurs gouvernementaux et acteurs non-gouvernementaux sont traités comme des *partenaires égaux* dans l'accomplissement d'une tâche commune, et qu'ils partagent les mêmes opinions et la même vision stratégique. Les forces idéologiquement non-alignées sur les objectifs des « partenaires », qu'elles soient étatiques ou non-étatiques, sont exclues d'office. Dans la pratique, il s'est vérifié depuis l'adoption de ce principe que les normes postmodernes de la nouvelle éthique mondiale ont fourni à *tous* les partenariats existant leur unique vision commune.

Il est dans la logique du principe du partenariat de revendiquer toujours plus de pouvoir politique pour les « partenaires », au détriment des détenteurs légitimes du pouvoir. Il est donc légitime de se demander si le principe de partenariat ne contribue pas à déconstruire la démocratie représentative traditionnelle et l'état de droit. Cependant ce principe s'est imposé avec tant de force qu'il a mis en place une *culture mondiale de partenariats*.

A son tour, le principe de partenariat a créé de nouveaux standards politiques : entre autres, la *bonne gouvernance*, la *démocratie participative*, la *consensus pluriactonnaire*, les *réseaux transnationaux de gouvernance*. Ces standards ne partent pas du principe de *représentation démocratique* (rattaché aux valeurs universelles), mais du principe de partenariat qui dépend *de facto* de la nouvelle éthique mondiale. Le danger de ces standards est de redistribuer l'autorité légitime des gouvernements à

des groupes d'intérêts particuliers non seulement sans légitimité mais souvent radicaux. Remarquons enfin que la démocratie participative et la bonne gouvernance ne sont pas intégrées dans la démocratie représentative et ne sont pas contrôlées par elle. Considérées comme ses *compléments*, elles se développent *en parallèle*.

Le consensus mondial est *pluriactonnaire*. Ceci signifie que tous les « citoyens du monde » sont censés s'impliquer, posséder l'agenda, le promouvoir, l'enseigner, l'appliquer, le faire respecter : non seulement les gouvernements, mais les ONGs, les acteurs de la société civile, les groupes de femmes, les entreprises et les industries, les communautés scientifiques et technologiques, les familles, les jeunes et les enfants, le monde académique, les organisations parapluie, les syndicats, les autorités locales, les fermiers, les peuples indigènes, les media, les imams et les pasteurs... L'éthique mondiale se met *au-dessus de tout* - à un niveau « méta » : au-dessus de la souveraineté nationale, de l'autorité des parents et des enseignants, au-dessus même de l'enseignement des grandes religions. Elle outrepassé toute hiérarchie légitime. Elle crée un *lien direct* entre elle-même et le citoyen individuel : c'est le propre d'une dictature.

Postmodernité et radicalisme

La révolution culturelle a trouvé son point d'équilibre dans la *postmodernité*. La postmodernité *déstabilise* ou *déconstruit*, en premier, la modernité - à savoir la synthèse culturelle qui a prévalu en Occident depuis les traités de Westphalie (1648) - et ses abus, tels que le rationalisme, l'institutionnalisme, le formalisme, l'autoritarisme, le marxisme et le pessimisme libéral : en ce sens, la postmodernité a un côté providentiel. Mais dans ses aspects radicaux, la postmodernité pousse surtout l'apostasie occidentale encore plus loin que la modernité. Certes, dans la postmodernité comme dans la modernité, tout n'est pas blanc ou noir.

Le bouleversement de mai 1968, son rejet de la tradition et de l'autorité, son exaltation radicale de la liberté individuelle et le processus de sécularisation rapide qui s'en est suivi ont précipité la transition des sociétés occidentales vers la « civilisation non-répressive » préconisée par Herbert Marcuse, père postmoderne de la révolution culturelle occidentale. La postmodernité implique une *déstabilisation* de notre appréhension rationnelle et théologique de la réalité, de la structure anthropologique donnée par Dieu à l'homme et à la femme, de l'ordre de l'univers tel qu'il a été créé par Dieu. Le postulat de base de la postmodernité est que la réalité est une construction sociale, que la vérité et la réalité n'ont pas de contenu stable et objectif - qu'en fait, elles n'existent pas en soi. La réalité serait un *texte à interpréter*. Il est indifférent à la culture postmoderne que ce texte soit interprété de telle ou de telle manière : toutes les interprétations seraient égales en valeur. Si le « donné » n'existe pas, alors les normes et les structures sociales, politiques, juridiques, spirituelles peuvent être déconstruites et reconstruites à volonté, suivant les transformations socioculturelles du moment et les choix de l'individu,

dont la postmodernité exalte la souveraineté arbitraire et le droit absolu de choisir. L'éthique mondiale postmoderne célèbre les *différences*, la *diversité des choix*, la *diversité culturelle*, la *liberté culturelle*, la *diversité sexuelle* (différentes orientations sexuelles). Cette « célébration » est en réalité celle de la « libération » de l'homme et de la femme par rapport aux conditions de l'existence dans lesquelles Dieu les a placés.

Mais l'exaltation du libre arbitre contredit le caractère *normatif* des valeurs postmodernes et en particulier du *droit de choisir*, valeur suprême de la nouvelle culture. Le radicalisme postmoderne postule que l'individu, pour exercer son droit de choisir, *doit* pouvoir « se libérer » de tout cadre normatif - qu'il soit sémantique (définitions claires), ontologique (l'être, le donné), politique (souveraineté de l'état, autorité morale du gouvernement), moral (normes transcendantes), social (tabous, interdits), culturel (traditions) ou religieux (enseignement des religions, dogme, doctrine de l'Eglise). Une telle prétendue « libération » devient un *impératif* de la nouvelle éthique. Elle passe par la *déstabilisation* et la *déconstruction* (mots-clef de la postmodernité) des définitions claires, du contenu du langage, des traditions, de l'être, des institutions, de la connaissance objective, de la raison, de la vérité, des hiérarchies légitimes, de l'autorité, de la nature, de la croissance, de l'identité (personnelle, génétique, nationale, culturelle, religieuse...), de tout ce qui est considéré comme universel et par conséquence des valeurs judéo-chrétiennes et de la révélation divine.

Lorsque la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* a été adoptée en 1948, la culture occidentale reconnaissait encore l'existence d'un ordre *donné* à l'univers. L'article premier de la *Déclaration* affirme que « tous les êtres humains sont *nés* libres et égaux en dignité ». Le texte parle de la dignité humaine *inhérente* à tous les membres de la famille humaine. Si elle est *inhérente*, elle doit être reconnue, et les droits humains doivent être déclarés, non fabriqués *ex nihilo*. En 1948, le concept d'universalité était indivisiblement lié à la reconnaissance de l'existence de ces droits. L'universalité avait une dimension transcendante et par conséquent, des implications morales.

Les droits humains universels se sont rendus autonomes de tout cadre moral objectif et transcendant. Le principe purement immanent du droit de choisir est le résultat de ce divorce. La postmodernité revendique le droit d'exercer sa liberté individuelle *contre* la loi de la nature, *contre*

les traditions et *contre* la révélation divine. Elle refonde l'état dit « de droit » et la démocratie sur le droit de choisir, dans lequel elle inclut le droit de faire des choix intrinsèquement mauvais : avortement, homosexualité, « amour libre », euthanasie, suicide assisté, rejet de toute forme d'autorité ou de hiérarchie légitime, « tolérance » obligatoire de toutes les opinions, esprit de désobéissance se manifestant sous des formes aussi nombreuses que variées. Le droit de choisir arbitraire est devenu la norme fondamentale de l'interprétation actuelle des droits et le référent fondamental de la nouvelle éthique mondiale. Il remplace et « transcende » le concept traditionnel d'universalité. Il se positionne à un niveau « méta ». Il s'impose et réclame pour lui-même une autorité normative mondiale.

L'absence de définition claire est le trait dominant de tous les mots et expressions du nouveau langage mondial - de tous les paradigmes postmodernes. Les experts qui ont forgé les nouveaux concepts ont *explicitement* refusé de les définir clairement, alléguant que définir reviendrait à limiter la possibilité de choisir l'interprétation que l'on veut leur donner et contredirait la *norme* du droit de choisir. En conséquence, les paradigmes postmodernes ne se rattachent pas à un contenu stable et unique : ils sont, pour ainsi dire, des espaces d'interprétation, des processus de changement perpétuel, s'élargissant sans cesse au fur et à mesure que changent les valeurs de la société et que de nouvelles possibilités de choix émergent, élargissant et transformant l'interprétation des nouveaux paradigmes. Les ingénieurs sociaux disent de ceux-ci qu'ils sont « holistiques » parce qu'ils seraient *inclusifs* de « tous » les choix possibles.

Donnons deux exemples : la *santé reproductive* et le « *gender* ». La pseudo-définition que fait de la *santé reproductive* le paragraphe 7.2 du document final de la conférence du Caire de 1994 est une énumération de possibilités de choix longue d'un paragraphe, floue, dépourvue de substance claire, ambivalente. L'absence de clarté est stratégique et manipulatrice. Il s'agit de permettre la coexistence des interprétations les plus contradictoires : la maternité, la contraception ou l'avortement ; la stérilisation volontaire et la fertilisation *in vitro* ; les relations sexuelles à l'intérieur et en dehors du mariage, à n'importe quel âge, dans n'importe quelles circonstances, pourvu que soient respectés le triple précepte de la nouvelle éthique : le *consentement* des partenaires ; leur « *sécurité* » et la prévention des maladies ; et le respect du *droit de choisir* de la femme.

Aussi la santé reproductive est-elle le cheval de Troie du lobby du droit à l'avortement et de la révolution sexuelle. En dépit de son caractère éminemment incohérent, la santé reproductive est devenue l'une des normes les plus appliquées de la nouvelle éthique mondiale.

Le « gender », le concept-clé de la conférence de Pékin de 1995 est intraduisible en français. Il intègre pleinement la santé reproductive. Il est « défini » comme correspondant aux rôles sociaux *variables* des hommes et des femmes, par opposition à leurs fonctions reproductives interchangeables. En réalité, le *gender* est un processus de déconstruction de la structure anthropologique de l'homme et de la femme, de leur complémentarité, de la féminité et de la masculinité. Le rôle de la femme comme *mère* et *épouse* et sa nature même de femme seraient une construction sociale : « on ne naît pas femme, on le devient », disait Simone de Beauvoir. La déconstruction de la personne humaine comme homme et femme conduit à une société asexuée, « neutre », sans masculinité ni féminité, plaçant néanmoins la libido au cœur du droit. C'est à une société sans amour que conduit la déconstruction. Le *gender* est le cheval de Troie de la révolution féministe occidentale dans ce qu'elle a de plus radical. Il est au cœur des priorités mondiales de développement et en particulier des *Objectifs pour le Développement du Millénaire*.

Il existe un lien étroit entre l'idéologie du *gender* et celle de « l'orientation sexuelle » (bisexualité, homosexualité, lesbianisme, hétérosexualité). L'éthique mondiale met ces « choix » sur pied d'égalité. De même, la conférence du Caire a introduit le concept de « familles sous toutes ses formes » : ce concept faussement « holistique » intègre les familles traditionnelles, les familles reconstituées, et les « familles » constituées par des parents de même sexe. Une majorité de nations occidentales semble s'engager toujours plus loin sur la voie d'une telle « diversité ».

Selon l'éthique postmoderne, l'individu est le « libre » créateur de son destin et d'un nouvel ordre social. Il peut choisir d'être homosexuel aujourd'hui et bisexuel demain (*orientation sexuelle*). Les enfants peuvent choisir leur propre opinion, indépendamment des valeurs qu'ils reçoivent de leurs parents (*droits des enfants*). Traités comme des citoyens égaux, ils participent maintenant aux décisions politiques qui affectent leur vie (*parlements des enfants, parlements des jeunes*). Les élèves et étudiants choisissent leur propre curriculum à l'école et à l'université,

ils s'éduquent mutuellement (*éducation par les pairs*), et les enseignants et professeurs deviennent de simples « facilitateurs ». Le contenu de l'éducation ne se comporte plus de connaissances stables et objectives, mais devient un moyen d'acquérir des « compétences pour bien vivre », des techniques pour revendiquer ses droits, se protéger des maladies et jouir d'un maximum de bien-être. Les femmes jouent des rôles masculins dans la société (société *unisexe*). Les ONGs font la politique mondiale et les gouvernements s'alignent sur leur éthique (*bonne gouvernance*). Les groupes de femmes « clarifient » la doctrine de l'Eglise et la démocratisent (*clarification de valeurs, démocratie participative*). Le lobby de l'euthanasie devient un défenseur féroce de la « dignité humaine ». La santé reproductive signifie le droit de ne pas procréer (*avortement « sans risques », accès universel à la « gamme complète » des contraceptifs*). Nous sommes tous des *citoyens égaux* jouissant de *droits égaux* et reliés entre nous par un contrat sans amour. Le monde est *sans dessus dessous*. Ce que l'éthique mondiale déconstruit avant tout est la structure anthropologique de la personne humaine.

L'éthique postmoderne se targue d'éliminer les hiérarchies. Mais en imposant mondialement la « transcendance » du choix arbitraire, elle engendre une nouvelle hiérarchie des valeurs. L'éthique mondiale place le plaisir *au-dessus* de l'amour, la santé et le bien-être *au-dessus* de la sacralité de la vie, la participation de groupes d'intérêts radicaux à la bonne gouvernance *au-dessus* de la représentation démocratique, les droits des femmes *au-dessus* de la maternité, l'autonomisation de l'individu égoïste *au-dessus* de toute forme d'autorité légitime, l'éthique *au-dessus* de la morale, le droit de choisir *au-dessus* de la loi éternelle inscrite dans le cœur de l'homme, la démocratie et l'humanisme *au-dessus* de la révélation divine - en bref, l'immanence *au-dessus* de la transcendance, l'homme *au-dessus* de Dieu, le « monde » *au-dessus* du « ciel ».

Les nouvelles hiérarchies expriment une forme de domination sur les consciences que le pape Benoît XVI a appelé *dictature du relativisme*. L'expression peut sembler paradoxale : *dictature* signifie qu'il y a imposition par le haut, alors que *relativisme* implique le déni des absolus et réagit précisément contre tout ce qui est considéré comme imposition par le haut, en particulier la vérité, la révélation, la réalité, la moralité. Ce qui est imposé, dans une dictature du relativisme, c'est la déconstruction de notre humanité et de notre foi. Elle nous est imposée à travers un processus graduel de transformation culturelle apparemment neutre et

inoffensif. Mais le relativisme porte un masque : il est dominateur et destructeur.

Dans le passé, ce que l'Occident appelait « ennemi » (comme par exemple le marxisme-léninisme, les dictatures sanglantes) était clairement identifiable, unique, externe aux démocraties occidentales, agressif, centralisé, idéologique, régional. Cet « ennemi » utilisait des méthodes visibles et brutales, imposées par en haut (prise du pouvoir par la force, régime politique répressif, emprisonnement et tueries) pour aboutir à un régime totalitaire, qu'il soit national ou régional. Dans la civilisation postmoderne, l'ennemi est insaisissable, caché, légions, interne aux institutions, « amical », diffus, incohérent, décentralisé, silencieux, invisible, mondial. Ses stratégies sont douces et subtiles, opérant par la base, culturelles, informelles. Leur résultat final est la déconstruction de l'homme et de la nature et la propagation culturelle de l'apostasie dans le monde et en particulier dans les pays en voie de développement.

Cependant, tout comme les systèmes idéologiques précédents, l'éthique mondiale finira par s'autodétruire. Minée de contradictions internes, elle n'est pas durable et va s'effondrer. La civilisation mondiale émergente ne reviendra pas pour autant nécessairement d'elle-même au bon sens et aux valeurs traditionnelles : la nouvelle culture doit être évangélisée. La civilisation mondiale est appelée à être celle de l'*amour*. La nouvelle culture mondiale postmoderne est la culture que l'Église est appelée à évangéliser.

La spécificité chrétienne face à la nouvelle éthique

Nous sommes, comme le dit Jésus, *dans le monde mais pas du monde*. Or partout dans le monde, souvent par ignorance, les chrétiens sont tentés de prendre les paradigmes et valeurs de l'*éthique mondiale* pour la *doctrine sociale de l'Église* ; la *diversité culturelle* et les *approches sensibles aux valeurs culturelles* pour le *respect de l'identité* des cultures individuelles ; le *principe d'équité* pour le concept judéo-chrétien de *justice* ; la *sensibilisation* ou *conscientisation* pour l'*éducation de la conscience* ; l'*autonomisation des femmes* et la *parité* pour l'enseignement judéo-chrétien sur l'*égale dignité de l'homme et de la femme* ; la *dignité humaine* pour la *loi éternelle* inscrite dans la nature de l'homme ; le principe de « *penser positif* » pour l'*espérance théologique* ; la *liberté arbitraire de choisir* pour la *liberté en Christ* ; la *démocratie participative* pour une *véritable participation démocratique* ; la *santé reproductive* pour la *procréation* ; la *maternité « sans risques »* pour une *maternité saine* à la fois pour la mère et pour l'enfant ; les *campagnes pour changer les comportements* (orientée vers l'utilisation de la contraception et des préservatifs) pour l'*éducation à la chasteté et à la fidélité* ; les *droits de l'homme* et le *principe de non-discrimination* pour la *bonne nouvelle du salut* et de la *miséricorde* ; l'*agenda des grandes conférences de l'ONU* et les *Objectifs pour le Développement du Millénaire* pour un *développement intégral respectueux des valeurs et cultures des peuples* ; et ainsi de suite.

Les chrétiens ne distinguent pas toujours le nouveau système éthique - constructiviste et faussement holistique - du dessein holistique et éternel de salut de Dieu. Ils sont impliqués dans d'innombrables partenariats dirigés par des agents adhérant à la nouvelle éthique. Une ligne vitale

sépare cependant l'humanisme post-chrétien de l'humanisme intégral mû par le salut dans le Christ et promu par l'Eglise. Dans la pratique, cette ligne n'apparaît souvent plus clairement. Retrouver la spécificité chrétienne, la démêler des agendas ambivalents de la nouvelle éthique, est une tâche urgente pour l'Eglise.

La confusion actuelle comporte un double danger. Premièrement, les nouveaux concepts tendent à occuper l'espace qui devrait être occupé par l'évangélisation : nous prêchons les droits de l'homme, le développement durable et les *Objectifs pour le Développement du Millénaire* au lieu de prêcher l'évangile. Petit à petit, nous nous laissons séduire par des valeurs laïques et perdons notre identité chrétienne. Jean-Paul II, dans *Redemptoris Missio*, n'a-t-il pas parlé d'une « sécularisation graduelle du salut » ?

Deuxièmement, si les responsables chrétiens utilisent les nouveaux concepts sans clarifier explicitement ce qui les distingue de la doctrine sociale de l'Eglise et de l'évangile, ce qui est souvent le cas, les fidèles seront désorientés et auront tendance à ne pas discerner la différence. La confusion qui en résulte peut mener à une perte graduelle de la foi.

Dans *Novo Millennio Ineunte*, Jean-Paul II nous invite à *repartir du Christ*. Tel est bien le *nouveau départ* auquel nous sommes appelés aujourd'hui. L'*Institut pour une Dynamique de Dialogue Interculturel* étudie les concepts-clefs, valeurs et mécanismes opérationnels de la mondialisation.

Pour en savoir plus

L'Institut produit des rapports analytiques détaillés sur ces sujets, suivant l'évolution des institutions multilatérales et autres acteurs influents dans la gouvernance mondiale. Dans un souci éducatif, l'Institut produit également des manuels, modules, kits de formation, diapositives, et met à jour un lexique des mots-clefs de l'éthique mondiale. L'Institut répond aux demandes de conférences, tables-rondes, séminaires de conscientisation et de formation de formateurs.

Après avoir, aux prix de laborieux efforts, identifié les composantes radicales des transformations culturelles mondiales, l'Institut s'oriente de plus en plus vers l'exploration des possibilités concrètes d'alternative positive répondant aux aspirations réelles des hommes et des femmes contemporains.

Contact :
iis@skynet.be

Table des matières

Résumé

- 1 Une révolution culturelle mondiale
- 7 Contexte historique
- 13 Postmodernité et radicalisme
- 19 La spécificité chrétienne face à la nouvelle éthique

Pour en savoir plus

LA NOUVELLE ÉTHIQUE MONDIALE : défis pour l'Église

L'objectif de cette brochure est de nous introduire aux enjeux de la nouvelle éthique qui s'est imposée mondialement depuis la fin de la guerre froide, et d'encourager les chrétiens au *discernement*. Une *révolution culturelle mondiale* s'est produite directement après la chute du mur de Berlin de 1989 : un nouveau langage, de nouveaux paradigmes, normes, valeurs, styles de vie, méthodes éducatives et processus de gouvernance, appartenant à une éthique nouvelle – à la fois *postmoderne* et, dans ses aspects radicaux, *post-judéo-chrétienne* – se sont imposés avec un succès foudroyant partout dans le monde.